n°3 mai /juin 2012

LA BAFOUILLE REBELLE

Newletters de la Fédération CNT des Activités Postales, du Courrier et des Télécommunications
18 avenue de Sierre 07200 Aubenas
tél. Répondeur : 05 57 89 21 72 E-Mail : fede.ptt@cnt-f.org

REPONSE AU PDG DE LA POSTE OU LA MYSTIFICATION « DU GRAND DIALOGUE SUR LA VIE AU TRAVAIL ».

LA POSTE AU BANC DES ACCUSES ?

La récente actualité sociale a mis en évidence que la Poste, après d'autres entreprises comme France Télécoms, Renault, était frappée par une vague de suicides dont l'origine est explicitement située sur le plan de la gestion interne et du point de vue des orientations économiques mises en œuvre. Certes en matière de suicide il est souvent difficile de déterminer les mobiles qui conduisent un être humain à faire ce choix ultime, et c'est pourquoi, généralement, la CNT s'abstient de tout commentaire, refusant d'exploiter ou de récupérer tel ou tel acte individuel. Mais aujourd'hui ce sont les conclusions d'enquêtes de l'Inspection du Travail, les analyses de l'organisation des Médecins de Prévention, les derniers écrits des collègues qui ont fait ce choix dramatique, les témoignages de proches qui, de manière incontestable, mettent en cause la responsabilité de la Poste quant à l'origine de ces disparitions. A l'heure où un suicide à Renault est reconnu comme accident du travail il est nécessaire de revenir sur la lettre adressée à chaque postier et dans laquelle le Président de la Poste donne ses solutions face à ces drames humains.

LA FIN D'UN MYTHE : CELUI DE GESTION HUMAINE DE LA POSTE QUI SERAIT DIFFERENTE DE CELLE DE FRANCE TELECOMS...

Longtemps les dirigeants de la Poste ont minimisé les conséquences des mutations de l'entreprise sur les agents. Ils proclamaient haut et fort que le stress ici n'avait rien à voir avec la réalité de France Télécoms qui était touchée par une vague de suicides. Mais suite page 2

JEAN KASPAR NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DU GRAND DIALOGUE : À MOURIR DE RIRE !

Chaque postier qui a un peu d'ancienneté connaît la réputation de la CFDT comme modèle du syndicalisme d'accompagnement des mutations du capitalisme, instrument utilisé pour convaincre les salariés-ées des bienfaits de telle ou telle réforme. Les grévistes de 1995 se souviennent du soutien de la Secrétaire de la CFDT de l'époque, Nicole Notat, à la réforme Juppé des retraites. En remerciement le pouvoir, quand cela est utile, appelle ses ex-partenaires à des missions ponctuelles, et ce fut le cas pour Nicole Notat qui, il y a quelques mois, est devenue la médiatrice de la SNCF pour se pencher sur les trop nombreuses réclamations. A la fin de sa mission elle avait déclaré avoir « bien travaillé » tandis que l'association de défense des usagers de la SNCF estimait que les rares avancées résultaient de la mobilisation des voyageurs.

Aujourd'hui, à la Poste, c'est un ancien secrétaire général de la CFDT, Jean Kaspar, qui est appelé à la rescousse pour présider la commission du Grand Dialogue sur la vie au travail. Ayant sans doute des fins de mois difficiles notre ex-secrétaire de la CFDT va effectuer une pige à la Poste (Et si on commençait le « Grand » dialogue par nous parler de la rémunération du sieur Gaspar pour cette présidence ?) pour analyser la situation de l'entreprise et des salariés-ées en matière de vie au travail.

Allez avec un tel oiseau nous n'aurons pas de surprise, les réorganisations ne seront pas remises en cause.

Et nous en avons une nouvelle preuve : Pouvoir/CFDT copains comme cochons.

aujourd'hui il n'est plus possible- médiatiquement – de dissimuler cette réalité postale : des agents se donnent la mort, parfois même sur le lieu de travail, et mettent en cause, par des écrits, la hiérarchie, ou alors, comme aux chèques postaux à Paris, c'est l'Inspection du Travail qui souligne la relation entre un suicide et une réorganisation. C'est dans ce contexte où la vérité commence à voir le jour que le PDG, tel un magicien, sort de son chapeau un nouveau miroir aux alouettes, le lancement « d'un Grand Dialogue sur la vie au travail », détaillé dans une lettre aux postiers. Il s'agit en fait de détourner le regard des véritables origines du stress et des actes dramatiques qui en découlent. C'est pourquoi nous devons décortiquer ce tour de passe-passe afin de nous focaliser sur les véritables questions.

VOUS AVEZ DIT GRAND DIALOGUE ?

Une lettre aux Postiers qui commence mal. Ainsi pas de constat de l'ampleur du phénomène, aucun chiffre, aucune relation entre les décès et les réorganisations. Pire : « J'ai partagé avec elles(les OS) la nécessité de poursuivre la dynamique d'adaptation de la Poste », avec cette menace, « condition de la pérennité et du développement de la Poste, donc de l'emploi ». Ca il fallait l'oser : dire il faut s'adapter pour préserver l'emploi alors que toutes les réorganisations LIQUIDENT des emplois. Sacré farceur !

Autre tour de passe-passe. Le PDG déclare : « ...de nombreuses actions pour accompagner les postiers ont été mises en place grâce notamment aux professionnels de la santé... ». Comment peut-on évoquer les Médecins de Prévention de la Poste en oubliant que dans un rapport en 2009, de nombreux Médecins alertaient le Siège sur les conséquences humaines des réorganisations à marche forcée ?

Grand Dialogue sur la vie au travail ou opération poudre aux yeux à destination des médias. Clémenceau

disait « quand on veut enterrer un problème on crée une commission ». En effet la commission se réunit et au bout de longs mois elle rend un rapport qui termine dans un tiroir, mais le temps a passé, les esprits se sont calmés. Là on va planifier des réunions avec des experts, les OS, des ETC pour les agents, pour « écouter » puis faire un diagnostic et proposer des solutions. Dans la série Gag, parmi les Organisations syndicales, on va en retrouver certaines qui ont signé TOUTES les réorgs et donc cautionné les pertes d'emplois, et qui maintenant versent des larmes de crocodiles, soudainement soucieuses du bien-être de la base. Quant aux « experts » ils sont moins pointus que ceux de la série télé : ce sont des spécialistes de l'enfumage, qui n'ont jamais monté sur un vélo ou tenu un guichet, et qui au final présenteront un rapport banal et creux qui préconisera de faire des massages aux agents quand ils rentreront de tournée ou entre deux clients aux guichets, de recréer des salles de repos avec lumière tamisée, de distiller une musique insipide, ça ne mange pas de pain et ça adouci les mœurs. Ils diront également que des entretiens individuels- le collectif ça craint- avec le Service social ou le Médecin, voire pourquoi pas un psychologue, seraient un bon moyen d'atténuer les angoisses. Mieux la formation à la lutte contre le stress deviendra obligatoire et chacun apprendra à se relaxer en fermant les yeux deux minutes et en respirant doucement avec en fond sonore le clapotis de la mer. Bref tout ce qui se fait dans toutes les entreprises capitalistes pour atténuer les chocs sociaux et faire passer la pilule.

Des tables rondes pour ....tourner en rond. Là l'objectif est de faire passer dans nos esprits que nous sommes ensemble, une grande famille, réunis pour partager et découvrir, tous unis, des solutions. Or si nous sommes dans le même bateau il y a ceux qui sont en first class et sur le pont et les autres-un peu plus nombreux-qui rament en fond de cale. Mais nous ne serons pas dupes même si le plat nous est servi avec trois petits fours et un jus d'orange. Votre objectif M. le PDG est d'atteindre un but précis : poursuivre les réorganisations, les suppressions d'emplois alors que le nôtre est de défendre nos conditions de vie et de travail ce qui passe par la création d'emplois. Nous refuserons ce consensus car nos intérêts sont radicalement opposés (Au fait M. le PDG de combien votre salaire est-il supérieur au salaire le plus bas ? Sachant qu'un emploi de facteur coûte environ 27000 euros par an cela représente combien d'emplois par an ?).

COMBAT SOCIAL CONTRE PSEUDO DIALOGUE.

Alors au lieu de gaspiller du temps et de l'argent pour qu'au final ce « Grand Dialogue » accouche d'une souris et de mesurettes nous vous suggérons d'écouter simplement la rumeur qui monte de la cale et du terrain. Cette rumeur qui enfle, cette colère, il n'est nullement besoin de nommer une médiatrice, Mme Blanchecotte (Rémunérée com-

suite page 3 cette mission ?) même si elle a su « créer des relations de confiance », pour l'entendre. Mais cette nomi

nation est cependant un aveu : s'il est nécessaire de nommer un tiers pour entendre les doléances du bas peuple c'est que la plupart de l'encadrement, qui n'a plus de proximité que le nom tant il est occupé à cavaler d'un site distant à un autre site distant, est devenu incapable d'écouter et de dialoguer sur le plan local, coincé entre la réunionnite, les urgences, les réorgs, les objectifs, les entretiens, les pressions, le stress qui le frappe lui aussi.

Ecouter la colère, l'aspiration et les revendications qui montent. Pas besoin de communication/spectacle- quand on met le dialogue en scène c'est qu'il n'existe pas au quotidien- pour savoir de quoi il retourne, de revendications claires, simples.

- Arrêt immédiat de toutes les réorganisations en cours.
- Suppression de Facteur d'avenir et de la sécabilité à la distribution.
- Ouverture de tous les guichets à l'Enseigne en cessant d'utiliser les bureaux annexes comme volant de remplacement.
- Remplacement de tous les départs en retraite.
- Embauche massive pour combler la saignée de ces dernières années.
- Suppression des objectifs individuels.
- Respect des missions de service public.
- Maintien de la présence postale en milieu rural.
- Respect de l'être humain : ce que vous appelez la main d'œuvre, « la variable d'ajustement pour faire du profit ».

Voilà ce qu'elle veut la base, et également une partie de l'encadrement qui n'a plus le droit de s'exprimer sous peine de bannissement. Cela s'appelle UN CAHIER DE REVENDICATIONS, terme qui n'est pas au programme des écoles de managers. Mais nous savons que vous n'entendrez pas cette clameur du ras le bol qui sévit dans les services. C'est pourquoi, à la mesure de ses forces, et avec le souci de l'unité syndicale, la Fédération CNT Poste entend œuvrer à la préparation d'une grève générale, sans petits fours et jus d'orange, mais avec des braseros et des mégaphones. Là vous commencerez à nous entendre sur les vrais sujets qui nous concernent.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que nous rendrons véritablement hommage à celles et ceux qui n'ont pu supporter les conséquences de cette gestion économique, de ces pressions, et qui n'ont trouvé que ce geste de désespoir pour enfin se faire entendre.

« Grand Dialogue sur la vie au travail ? »
Votre lettre, M. le PDG, fait un mauvais diagnostic.

Voilà le résultat de la politique de la Poste et de ses réorganisations !

Le syndicat CNT Poste tient à répondre à la Direction sur la question de la hausse des réclamations des clients du Courrier, point abordé dans les médias, un rapport officiel ayant fait état de près de 1,4 million de dossiers enregistrés en 2011. L'année précédente, le nombre de réclamations enregistrées pour le courrier et les colis était de 1,3 million, selon le bilan officiel de La Poste sur la qualité du service universel postal.
La hausse des réclamations a porté principalement sur le courrier, leur nombre étant passé de 417.000 en 2007 à quelque 926.000 en 2011.

La CNT dénonce la dégradation de la qualité de service, notamment dans la distribution du courrier, mais aussi du colis, et, dans le même sens , la question de la présence postale en particulier en milieu rural qui se réduit de mois en mois. C'est notamment la résultante des suppressions d'emploi et des multiples réorganisations qui ont conduit à des suppressions de tournées, à des objectifs de seule rentabilité, des retraits de boîtes aux lettres dans certains endroits pour réduire les coûts.

La CNT dénonce également la tension qu'il y a en interne, la casse de l'emploi, le management par la pression, le mal-être au travail, cela a nécessairement des conséquences sur le service rendu. Ce n'est nullement un problème d'attitude des postiers qui auraient décidé d'un commun accord de baisser la qualité de leur travail, au contraire, mais la Direction cherche toujours le même bouc émissaire, le facteur qui n'aurait aucune conscience professionnelle. Or du fait des réductions d'effectifs il y a une augmentation des tournées de facteurs à découvert, des facteurs remplaçants qui se démotivent car ils finissent de plus en plus tard, souvent au-delà de l'heure limite de fin de service. Il y a également le problème des jeunes CDD qui font des remplacements au pied levé, ces derniers font souvent des heures supplémentaires non rémunérées !
De son côté, la direction de La Poste lie principalement l'augmentation des plaintes au fait qu'il est "plus facile de déposer une réclamation" depuis la mise en place du service consommateurs en 2009. "1,4 million c'est beaucoup mais au total, sur les 26,5 millions de lettres et colis transportés chaque année, cela fait une réclamation pour 20.000 objets transportés", souligne-t-on à la direction. Pour la CNT, ces explications ne sont pas nullement convaincantes mais ce raisonnement mérite le prix du cynisme afin de refuser la cause profonde et inéluctable de cette spirale. Et sans la conscience professionnelle des agents qui ont le sens du service public quand la direction n'a plus que le sens des affaires, la dégradation serait encore plus grande.

Une seule réponse : DES EMBAUCHES MASSIVES POUR UN SERVICE DE QUALITE !!

ENSEIGNE :

Aux guichets comme au courrier, tous les moyens sont bons Pour supprimer des emplois !

Le retrait des instances n'apparaît plus sur le journal de bord dans la nouvelle version de GDR. Avec ce nouveau système, plusieurs opérations comme le retrait des objets en instance ne seraient plus prises en compte....
Ce qui signifie que si vous avez par exemple 100 personnes qui viennent retirer des objets en instance, cela ne sera pas pris en compte dans le temps de travail puisque ces opérations ne figureront pas en fin de vacation. Ce sont une nouvelle fois des opérations qui passent à la trappe, ce qui va faire baisser la fréquentation au niveau informatique (1 remise = 0 lot = 0 client).
Une manière comme une autre de nous faire de la reprise d'emplois.
Une manière comme une autre de nous inciter à faire toujours plus de commercial : l'objectif est que les clients qui viennent retirer une instance ressortent avec un produit que nous aurons proposé.

A l'Enseigne on va gagner le concours Lépine pour cette brillante invention : le mode opératoire qui fait disparaître le travail réel !!!

PRESSE LIBRE EN DANGER

Lors de notre dernier congrès fédéral qui s'est tenu à Lyon du 1er au 4 avril 2012 notre Fédération a pris la décision de soutenir le collectif « Petite Presse Libre En Danger »(PPLED), collectif créé par la revue « A contre courant » et qui vise à lutter contre les nouvelles exigences imposées, ou en voie d'être imposées, et qui remettent en cause des acquis obtenus à la Libération, et qui permettaient à la Presse, en particulier aux petites publications, d'exister. Ce que nous appelons en jargon postal « les tarifs préférentiels » pour la Presse. Les mesures restrictives sont nombreuses :
Obligation de mettre les revues sous enveloppe ou sous film plastique, les envois sous bande subissant une augmentation tarifaire.
Remise des envois au centre de tri, et non plus au bureau de poste le plus proche, ce qui, en zone rurale notamment génère des coûts de déplacements plus élevés pour les expéditions.
Hausse tarifaire étalée jusque 2015.
Cette évolution c'est le choix de la rentabilité, choix qui condamne à terme la Presse indépendante et qui vit sans publicité. C'est une atteinte à la liberté de la Presse par le biais économique et en même temps une nouvelle preuve de l'abandon des missions de service public de la Poste.

Nous affirmons notre attachement à LA LIBERTE D'EXPRESSION DE LA PRESSE LIBRE ET INDEPENDANTE.

Pour signer la pétition : http://www.petitionpublique.fr/?pi=PPLED

Pour être informé des suites de ce combat et y participer : www.acontrecourant.org